



CLASSE CONTRE CLASSE

EUROPE PAGE 3

UNIVERSITÉS PAGE 5

EMPLOI PAGE 6

ET AUSSI



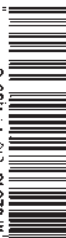
NON
**À L'EUROPE-
SARKO !**

**CONTRE
LA LRU**

**LE PATRONAT
NOUS VEUT
FLEXIBLE !**

**LES SOCIALISTES
S'OUVRENT
... À DROITE**
**J'AURÈS
ANTISÉMITES ET
COLONIALISTES ?**

Partisan sur le net

vp-partisan.org



COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.*

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Rhône, Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 4^e trimestre 2007. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
contact@vp-partisan.org

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP n° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

Une bataille dans la guerre de classes

Il faudra se souvenir, le plus longtemps possible, de l'attitude de Bernard Thibault le 15 novembre 2007, quelques heures seulement avant le début de la grève des cheminots et autres «régimes spéciaux». Dans un geste «d'ouverture», il a proposé de négocier «entreprise par entreprise». Les journalistes l'ont souligné : c'est la première fois qu'un secrétaire général de la CGT propose un compromis avant même que la grève ne commence. Et pas n'importe quel compromis. La proposition est de diviser les travailleurs en lutte (vous savez combien il y a de régimes spéciaux de retraites ? 128 !). A l'heure même où la question posée est au contraire celle de leur jonction avec d'autres travailleurs – ceux de la fonction publique – posant un problème de plus en plus chaud et de plus en plus partagé, celui des salaires et du pouvoir d'achat. Sans parler des étudiants. Bref, la direction syndicale dans le rôle de sapeur-pompier des luttes qui menacent de s'étendre...

Il faudra se souvenir, pour en tirer toutes les conséquences. Le rôle de «partenaire social» et d'«interlocuteur privilégié» suppose de faire la preuve de son sens de la responsabilité, mais exige aussi que la maîtrise de la situation ne vous échappe pas et, devenant nationale, ne devienne politique. **En clair, la direction confédérale CGT est contre la grève générale, contre le «tous ensemble» et la lutte classe contre classe.**

On l'avait deviné, direz-vous. Mais les choses seraient simples s'il suffisait d'être pour, là où Bernard Thibault est contre. Car, comme il est écrit à la fin du Manifeste de Karl Marx : Les communistes «combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement». L'immédiat et l'avenir, en même temps !

L'immédiat, c'est la question de la grève générale. La jonction possible, à partir de la journée du 20 novembre, entre retraite et pouvoir d'achat, étudiants et travailleurs, avocats et sans-papiers. Face à la bourgeoisie qui attaque tous azimuts, les luttes se multiplient. Elles convergent vers la même cible politique. Car Sarkozy et Fillon ont un programme général qu'ils développent dans tous les domaines, économie, Etat, santé, éducation, idéologie, immigration... : moderniser la

France impérialiste pour l'adapter à la période de la mondialisation généralisée, la repositionner dans la guerre économique planétaire, avec des gains de productivité, la flexibilité de la main-d'œuvre, etc.

Face cette politique capitaliste, les militants ouvriers en restent trop souvent à la lutte syndicale, à l'immédiat. Alors que l'essentiel, la boussole dans les luttes immédiates elles-mêmes, c'est la vision d'ensemble. Quel est l'avenir de nos luttes ? A la politique bourgeoise capitaliste et impérialiste, on ne peut opposer que la politique ouvrière, communiste et internationaliste. Si on n'a pas cette ligne politique, même à petite échelle, même avec une petite organisation, on accepte de fait le capitalisme, que l'on essaie de limiter, de corriger. Sans y parvenir jamais. Voyez la Gauche !

Une fausse solution consiste à appeler «politique» et «parti» ce qui, au fond, ne sort pas de l'immédiat. Un parti «des luttes», menant une politique «anti-capitaliste», prônant la grève générale mais laissant au vestiaire les notions qui font peur : communisme, révolution... Vous avez reconnu l'appel lancé par la LCR et Olivier Besancenot. Pour nous, cet appel ne répond malheureusement pas à ce dont nous avons le plus besoin. Malgré la volonté affichée de mettre une croix sur

le PS, pour reconstruire une «vraie Gauche à 100%», il ne peut que nous y ramener... au deuxième tour.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une politique qui en soit une ! Notre lutte syndicale doit donner une priorité aux revendications unifiantes : 37,5 annuités pour tous, c'est ça «l'équité» ! Et à l'avenir, pour ne pas pénaliser en particulier les femmes et les immigrés : la retraite pleine et entière à 55 ans pour tous sans aucune condition de nombre de trimestres.

La politique communiste inclut par exemple une référence à la révolution russe d'octobre 1917 : le parti bolchevik a su, il y a exactement 90 ans, transformer la grève générale en prise du pouvoir.

Bernard Thibault est contre la lutte tous ensemble. Il est aussi, vous pouvez en être certains, contre une nouvelle révolution ! Et l'un ne va pas sans l'autre. L'un explique l'autre : il est réformiste. Nous sommes, nous, pour la grève générale, car nous sommes communistes révolutionnaires.

Novembre 2007 est une bataille de plus dans la guerre de classes. Nous ne voulons pas seulement gagner une bataille, nous voulons la gagner dans l'immédiat, et, dans l'avenir, gagner la guerre !



SA MAJESTÉ A UN NOUVEAU ANIMAL DE COMPAGNIE



Le 18 octobre, pendant que nous défilions pour défendre nos retraites, les chefs d'États et de gouvernements européens adoptaient à Lisbonne un traité «modificatif», tel que proposé par Sarkozy en juin. Voici donc l'Europe-Sarko !

Non à l'Europe-Sarko !

**NON À L'EUROPE-FORTERESSE ! OUI À UNE EUROPE OUVRIÈRE, SOCIALISTE ET INTERNATIONALISTE !
OUI À LA LIBERTÉ DE CIRCULATION POUR LES TRAVAILLEURS !**

Si le peuple avait «bien» voté, c'est-à-dire en faveur du OUI, le 25 mai 2005, il est sûr qu'on n'aurait eu aucun processus «modificatif». Mais les Pays-Bas et la France ont dit NON, d'autres pays auraient également mal voté si les députés et sénateurs ne l'avaient pas fait à leur place, et le processus de ratification ayant été bloqué, sept pays ne se sont pas prononcés.

BEL EXEMPLE DE «DÉMOCRATIE» ! Ainsi va-t-elle. Le résultat est mauvais : on arrête tout, on fait semblant de tenir compte de la contestation, et on continue après avoir laissé passer un peu de temps. «La concurrence libre et non faussée» a fait place à «l'économie sociale de marchés», les 350 pages du traité ont été réduites à 250, et surtout, la concurrence et le marché sont toujours les règles de base reconnues.

Alors, les anciens des Comités du NON, avec quelques organisations et syndicats en moins et quelques-uns en plus, ont beau réclamer, le 16 octobre, un nouveau référendum. Ce pour quoi il faut s'organiser surtout – et ce n'est pas la peine de le réclamer à Sarkozy –, c'est la fin de l'économie de marché, qui ne peut pas être autrement qu'«anti-sociale». Et si un nouveau référendum était organisé, soyez sûrs que ce serait après s'être assuré, sondages divers à l'appui, que le résultat en serait positif. **Bref, la démocratie, elle, n'est pas «libre et non faussée», elle est bien organisée, par la bourgeoisie.**

NOUS NE SOMMES PAS CONTRE L'EUROPE ! Nous avons le projet de Traité constitutionnel Giscard, nous aurons la version Sarko. En plus, c'est la France qui assurera la présidence de la Commission européen-

ne au deuxième semestre 2008. Sarko président de l'Europe au moment où le Traité constitutionnel prévoit, dans quelques années, un président européen : voilà qui devrait contribuer à laminer définitivement, parmi les travailleurs au moins, les séquelles de chauvinisme franco-français anti-européen. Sous des formes diluées souvent, nous avons Non à l'Europe de Maastricht, à l'Europe ultra-libérale, etc, devenant plus ou moins Oui à une France indépendante, démocratique et sociale, une France «de gauche» (mais toujours capitaliste et impérialiste).

Cette version de gauche d'un nationalisme français est malheureusement compatible avec celui de l'extrême-droite. On ne peut pas se glorifier par exemple des 55% du NON de 2005 en oubliant que, dans ce total des NON, se trouvaient des voix chauvines, voire racistes, en particulier celles du FN.

La campagne du référendum avait pourtant permis d'affirmer clairement : Ce n'est pas parce que nous votons NON que nous sommes contre l'Europe en général, contre l'abolition des frontières et l'union des peuples. Nous sommes contre cette Europe-là, l'Europe capitaliste et impérialiste.

«Les gouvernements des grands pays impérialistes ne sont pas des pantins aux mains des puissances supra-nationales, c'est eux-mêmes qui ont fait ces règles. Ils mettent en œuvre, pays par pays, les mêmes mesures qui correspondent aux intérêts de la grande bourgeoisie monopoliste». (1)

NOUS NE CROYONS PAS À UNE EUROPE SOCIALE. L'appel «de gauche et d'extrême-gauche» présenté le 16 octobre demande que l'Europe «se construise démocratiquement et propose une autre voie que le règne sans partage des multinationales et des marchés financiers».

Toujours ces formules vagues, mais

Nous avons affaire à la construction, lente, d'un conglomérat de pays, capitaliste et impérialiste. Cette situation exige un renforcement de la solidarité de lutte des travailleurs des pays concernés. Et la seule alternative définitive et réelle, c'est le remplacement de ce capitalisme impérialiste par un socialisme internationaliste. Le remplacement du pouvoir de la bourgeoisie par celui des travailleurs.

extrêmement significatives ! «Le règne sans partage» ! Voulez-vous que les multinationales et les marchés financiers partagent un peu de leur règne ? En donnant un rôle plus important aux représentants politiques et syndicaux de gauche, peut-être ?

Non, appelons les choses par leur nom. Nous avons affaire à une construction, lente, d'un conglomérat de pays, capitaliste et impérialiste. Cette situation exige un renforcement de la solidarité de lutte des travailleurs des pays concernés. Et la seule alternative définitive et réelle, c'est le remplacement de ce capitalisme impérialiste par un socialisme internationaliste.

Le remplacement du pouvoir de la bourgeoisie par celui des travailleurs.

Pourquoi la construction de l'Europe capitaliste est-elle à la fois difficile et nécessaire ? C'est qu'il y a à la fois unité et concurrence.

«D'un côté la bourgeoisie européenne poursuit la construction d'un impérialisme européen capable d'en imposer aux USA et aux autres blocs. D'un autre côté, la concurrence, les rivalités entre monopoles capitalistes, les intérêts géostratégiques divergents les poussent à se quereller et même à s'allier avec les USA» (2)

FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ! Un renforcement de la solidarité de lutte entre pays européens est nécessaire, c'est évident, en particulier entre travailleurs de l'Est européen et travailleurs de l'Ouest. Mais attention, pas de nouveau chauvinisme aux dimensions européennes !

Quelques exemples. L'Allemagne et la Suisse étaient représentées à Mulhouse à la conférence organisée par l'UD-CGT 68 sur la pénibilité au travail. La Conférence Internationale des Travailleurs de l'Automobile, en mai à Stuttgart, était nettement plus internationale que la précédente, il y a deux ans. Il y avait un petit cortège de travailleurs coréens en lutte contre Lafarge, le 13 octobre, dans la manif à Paris. Les grèves de travailleurs sans-papiers (OSP, Modeluxe, Buffalo Grill, etc) sont en passe d'infléchir la politique du gouvernement.

À l'heure de la mondialisation, l'internationalisme doit être présent dans toutes nos luttes. «Même si elles ont des contradictions entre elles, les bourgeoisies européennes sont d'accord pour liquider le code du travail qui ne serait pas assez souple, liquider le maximum de secteurs d'État et les statuts des travailleurs qui y sont liés : c'est l'ali-

gnement par le bas pour les travailleurs d'Europe. Les travailleurs immigrés (extra-européens) sont les plus visés...» (3)

(1) De la résistance à la contre-offensive, Manifeste de Voie Proletarienne, 2004 (2) Manifeste de VP, page 6. (3) Manifeste de VP, page 7

MENACE POPULAIRE

Selon le père du projet de Constitution, Giscard d'Estaing, la différence entre le nouveau et l'ancien texte est «une différence d'approche plus que de contenu», écrit-il dans une tribune au journal anglais «The Independent». Expliquant que le changement le plus notable entre les deux textes réside dans l'abandon du mot «Constitution», l'ancien président français constate que «les propositions originelles du traité constitutionnel sont pratiquement inchangées». «Elles ont simplement été dispersées dans les anciens traités sous la forme d'amendements», reprend-il. «Pourquoi ce changement subtil ? Avant tout pour éloigner toute menace de référendums en évitant de recourir à une quelconque forme de vocabulaire constitutionnel». Quand la «démocratie» ne marche pas, on s'en passe !

SARKO LE DIT

Selon Bruno Waterfield, correspondant d'un quotidien britannique, Sarkozy aurait déclaré devant un groupe de parlementaires européens : «Des référendums sur le nouveau traité européen seraient «dangereux» et perdants en France, en Angleterre et dans d'autres pays. Il y a un gouffre entre les peuples et les gouvernements.»

MONTRouGE (92) LABORATOIRES BESINS INTERNATIONAL UN CAPITALISME ORDINAIRE

BESINS, QU'EST-CE QUE C'EST ? Fondé au XIX^{ème} siècle, c'est un des derniers laboratoires de fabrication pharmaceutique d'origine française, qui soit la propriété d'une seule famille, les Besins, proches de la famille princière de Monaco. Une des plus grosses fortunes professionnelles, à la 150^{ème} place environ, pour une entreprise de taille modeste, 500 salariés dans le groupe, en France et en Belgique principalement.

LES FABULEUX PROFITS, VOILÀ LE DRAME ! C'est la cause de l'émigration des Besins vers des paradis fiscaux. Ces paradis fiscaux sont plus ou moins discrets car ils ne le sont chacun que pour telle ou telle catégorie d'impôts :

Le siège social a été démenagé de France en Belgique : pas du tout de droits de succession sur les entreprises, pas d'impôt de solidarité sur la fortune.

De nouvelles filiales ont été implantées dans des pays connus pour d'autres raisons que les gigantesques débouchés qu'ils ouvrent aux marchandises de Besins : Monaco, Luxembourg, Saint-Martin de la Guadeloupe, etc.

Les parents Besins, propriétaires, se sont installés à Monaco et en ont obtenu la nationalité.

CETTE PROSPÉRITÉ EST-ELLE LIÉE À LA «CONCURRENCE LIBRE ET NON FAUSSEE» ? Les pharmaciens ont un quota de postes-clés, dans l'industrie pharmaceutique, qui leur

sont réservés par la loi, ce qui explique une certaine mentalité corporatiste, depuis la création de l'Ordre des pharmaciens par le régime de Vichy.

Ce monopole pharmaceutique n'existe pas dans les pays voisins de la France.

La Sécurité Sociale continue à rembourser des médicaments sans lien réel avec leur intérêt thérapeutique, ce qui constitue une forme de subvention déguisée aux laboratoires pharmaceutiques.

Extraits d'une déclaration de l'Intersyndicale CFDT-CFTC- CNT-FD-SUD des Laboratoires Besins International, 12 septembre 2007

Premiers extraits publiés dans Partisan n°215

À COMMANDER A NOTRE BP

Manifeste

DE LA RÉSISTANCE À LA CONTRE-OFFENSIVE

Une brochure **2 euros**

Partisan

Lafarge

On peut les voir dans les manifs parisiennes dénonçant la multinationale Lafarge. Il nous montre que derrière les discours des politiciens, «amis» de Lafarge, Bouygues, etc, amis actuellement au gouvernement ou dans «l'opposition», se cachent la même réalité mondiale d'exploitation, de massacre de vie humaine, d'esclavage salarié, d'oppression quotidienne. Cette réalité impose aux humains conscients de mener la lutte pour en finir avec ce vieux monde.

Nos amis les travailleurs coréens

Leur site : <http://ouvriers.coreens.free.fr/>



« LAFARGE DOIT ARRÊTER LA RÉPRESSION SYNDICALE! NOUS VOULONS VIVRE HUMAINEMENT! »

Nous, quatre salariés de Woonjin Ind. (entreprise coréenne sous-traitante de Lafarge Halla-Cement), manifestons quotidiennement à Paris depuis le 6 septembre 2007.

Soumis à des conditions de travail effroyables (400 heures par mois, salaires nettement inférieurs au salaire moyen des coréens, etc), nous avons décidé, le 7 mars 2006, de créer un syndicat, affilié à KCTU*, elle-même membre de CSI**, afin de se défendre.

Suite à la formation du syndicat, Woonjin Ind. a été fermé fin mars 2006. Les salariés qui ont accepté de quitter le syndicat ont été repris par d'autres sous-traitants. Cela dure depuis 18 mois.

Nous, les salariés licenciés, avons décidé de venir à Paris essayer d'obtenir justice auprès de Lafarge international.

Nous exigeons:

1. La réintégration des salariés licenciés dans leurs fonctions d'origine ;
2. L'amélioration des conditions de travail et des salaires : réduction des heures supplémentaires obligatoires et augmentation des salaires pour parvenir à 80% du salaire des travailleurs de Lafarge Corée ;
3. La reconnaissance du syndicat et de ses activités, conformément à la Convention N°87 de l'Organisation internationale du travail (OIT), relative à la liberté d'association, que la France et la Corée du sud ont ratifiée, et à l'Accord cadre international signé par Lafarge et les deux fédérations internationales de la construction et de la chimie ;
4. Le versement de l'intégralité des salaires des travailleurs licenciés depuis 18 mois.»

*KCTU : Korea Confederation of Trade Union ; **CSI : Confédération Syndicale Internationale

Le député PS Manuel Valls et l'immigration

Au cours d'une conférence le jeune loup du PS, Manuel Valls – un soutien enthousiaste de Ségolène Royal – nous rappelle, s'il était nécessaire, la politique réactionnaire de son parti.

LOGEMENT ? Le PS, devant d'être « fidèle à son idéal de solidarité, doit améliorer sensiblement les conditions d'accueil des populations d'origine immigrée. » Sensiblement (?), et comment ?

« Des moyens considérables doivent leur être consacrés » (*) « Il faut s'attaquer au phénomène de ghettoïsation en logeant les populations immigrées... Quel humanisme ! Mais quelles sont les mairies de gauche qui applique la loi de réquisition des logements vide ? Valls propose de répartir les « populations d'origine immigrée sur l'ensemble du sol national ». Répartir la misère sur le territoire ? Contraindra-t-on les prolétaires à habiter dans les quartiers bourgeois ?

« A cette fin, les mesures coercitives doivent être renforcées. Il n'est pas acceptable qu'un tiers des communes soumises à la loi ne respecte pas l'obligation de compter 20 % de logements sociaux sur leurs territoires. » A ce propos, qu'ont fait les socialistes quand ils gouvernaient ?

INTÉGRATION ? « Par ailleurs, il est indispensable d'augmenter massivement les moyens consacrés à l'apprentissage du français. La connaissance de notre langue n'est pas seulement une condition essentielle à l'accès à l'emploi ; elle est le socle à partir duquel le partage de notre culture devient possible et le sentiment national devient réalité. » D'accord : parler le français est indispensable pour vivre et se défendre face aux patrons... Quant au « partage de notre culture » et au « sentiment

national », l'immigré peut avoir du mal à partager nos « valeurs nationales », lui qui a été bien souvent contraint à l'exil, notre beau pays impérialiste pillant les richesses et déstabilisant l'économie de son pays, quand il ne lui fait pas tout simplement la guerre ! Et puis quel « sentiment national » peut partager une personne qui est sous la menace d'une expulsion, qui se sent traquée en permanence par la police, humiliée par des conditions de travail, de logement et de vie indécentes ? Son « sentiment » doit être beaucoup plus proche de celui de sa classe, le prolétariat !

QUOTAS ? « Enfin, il ne faut pas craindre d'aborder la problématique des quotas même si cela nécessite une révision de notre Constitution. » Quel courage ! Surtout quant on partage pour l'essentiel la politique de Sarkozy : « Pour garantir l'insertion sociale et économique des immigrés, il est indispensable, d'abord, de donner la priorité à la qualification et à la formation de celles et ceux qui arrivent sur notre sol. Mais nos besoins et nos capacités d'accueil devraient être évalués au préalable sur la base d'un véritable pacte avec les partenaires sociaux. » Nous, les « partenaires sociaux », décidons de qui nous avons besoin. Ça sent l'utilitarisme et la sélection à plein nez ! Au fait, c'est qui déjà les « partenaires sociaux » ? Les syndicats patronaux (Medef, ...) Se référant au « grand homme de gauche », Michel Rocard, qui a dit : « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde », notre la figure montante du Parti « socialiste », Valls, dira : « Pour qu'elle y prenne fidèlement toute sa part, la France généreuse ! Humaniste ! l'instauration de quotas fixant le nombre annuel d'entrées par type de qualification serait un dispositif équitable et efficace. Etablis dans la concertation avec les pays d'émigration, ces quotas pourraient, par ailleurs, servir de base à une coopération renforcée. » C'est pas du

sarkozisme tout ça ?

Plus que jamais exigeons la libre circulation et l'égalité complète en droit !

Patrick Meunier

(*) Il est vrai qu'aujourd'hui des « moyens considérables » leur sont consacrés mais pour les expulser. Selon Damien de Blic « si l'on suppose que le nombre de 28 000 expulsions sera atteint à la fin de l'année 2007, il aura fallu pour réaliser deux de ces expulsions l'équivalent de l'emploi annuel à temps plein d'un fonctionnaire. Si l'on traduit ces emplois sous forme monétaire, ce sont donc au minimum trois milliards d'euros qu'aurait coûté au total les expulsions réalisées depuis 2003 : l'équivalent du budget de la culture ; c'est aussi le déficit de la Caisse Nationale d'Assurance vieillesse prévu pour 2007. » (Sans papiers : l'autre « chiffre » de la politique d'expulsion, mars 2007, sur www.mouvementasso.fr)

Nous conseillons à ce propos de lire notre brochure *Immigration : questions et réponses pour contrer les idées fausses* :



Droit au séjour

UNE BATAILLE LIÉE AU DROIT AU TRAVAIL

Samedi 20 octobre des milliers de manifestants défilaient dans les grandes villes contre la loi Hortefoux.

A Paris un cortège était particulièrement remarquable : des dizaines de sans-papiers porteurs de casques de chantiers, derrière une banderole «Travailleurs Sans-Papiers Travailleurs régularisés». Il s'agissait du collectif de sans-papiers de Droits Devant qui défilait avec la CGT-Massy sur ce mot d'ordre.

Les mêmes se retrouvaient à plusieurs centaines quelques jours plus tard, vendredi 26 octobre, devant le Ministère du Travail à Paris. La manifestation s'est ébranlée vers le Ministère des Affaires Étrangères en réclamant la régularisation globale des sans-papiers et l'égalité des droits avec les travailleurs français. Plusieurs délégations

d'entreprises se trouvaient là : Buffalo Grill, Modeluxe, Millenium.

La loi Hortefoux fut dénoncée bruyamment. Particulièrement son article 12 ter qui laisse libre choix aux préfets pour régulariser au cas par cas des salariés sans papiers.

L'existence de cet article, résultat de l'amendement d'un député UMP et non prévu à l'origine dans la loi Hortefoux est intéressante à creuser. Il vise à préciser la dernière loi sur l'immigration dite CESEDA (voir *Partisan* 202 sur le CESEDA = immigration jetable). Les régularisations seraient fonction du lieu géographique et de professions précises pour palier à des déficits de main-d'œuvre (lire : pour éviter que certaines catégories salariales soient en position de force sur le marché du travail). Mais l'apparition de cet article est

aussi une adaptation de l'Etat aux luttes de sans-papiers qui se multiplient dans les entreprises. Une façon d'éteindre les petits incendies qui éclatent ici ou là. Quelque part, cet amendement est le résultat de la lutte.

Un rassemblement identique avait eu lieu le mois précédent. L'objectif des organisateurs est d'amplifier la mobilisation de mois en mois pour élargir les conditions de régularisation. Aujourd'hui en effet, il est très difficile, pour un sans-papier, de prouver une activité salariée, dans la mesure où c'est avouer une infraction à la loi (par exemple l'usage d'une autre identité). De plus, les régularisations se font par cartes d'un an, ce qui maintient le travailleur dans la précarité. C'est bien sûr le but recherché par l'Etat.

Nous ne reprendrons pas l'argument,

donné dans la manifestation, pour les régularisations, comme quoi ce n'était que justice de part la contribution des concernés à la croissance de l'économie française. Pour le reste, nous soutenons chaudement ce type d'initiative qui a l'avantage de rattacher la question du séjour à la question du droit des travailleurs à la libre circulation.

• **EGALITE DES DROITS**
• **RÉGULARISATION DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS**
• **RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS**

CONTRÔLER L'ARGENT QUI RENTRE AU PAYS

La manifestation avait aussi comme cible le Ministère des Affaires Étrangères. Elle visait à dénoncer les objectifs de l'Etat vis-à-vis des envois d'argent au pays. Des sommes très importantes convergent vers les pays d'origine en ne passant pas par les canaux bancaires. Ces sommes aident les familles victimes de l'appauvrissement de ces sociétés soumises à l'impérialisme, mais elles contribuent aussi aux divers projets dans les villages (adduction d'eau, dispensaires, écoles, téléphonie...). L'Etat français veut contrôler ces flux (et se servir au passage, bien sûr). L'argument est habituel : « C'est pour le bien des immigrés. Pour sécuriser les transferts ». On remarquera que c'est toujours pour notre bien qu'ils mettent en place leurs attaques.

Pour le moment le gouvernement n'en est qu'au stade de la réflexion et des rapports « d'experts ». Une bataille se prépare impliquant les immigrés et leurs associations.

Privatisation de l'Université

France

UN CHANTIER AU SERVICE DU CAPITALISME

Depuis maintenant plusieurs années, les universités françaises et européennes sont en chantier. En France, cette restructuration profonde est présentée par ses instigateurs comme inéluctable pour la survie de l'université. Et ce que l'on nomme pudiquement « rapprochement entre le monde de l'université et le monde de l'entreprise » ou « adaptation de l'université au monde de l'entreprise » est certes inéluctable, mais pas pour la survie de l'université comme on veut nous le laisser entendre. La série de lois et réformes qui frappent l'université n'est rien d'autre qu'une privatisation, et comment pourrait-il en être autrement dans un système où tout, y compris l'être humain, est réduit au statut de marchandise ?

Il s'agit en effet pour les capitalistes de conquérir un nouveau marché, celui de la connaissance. Pour eux, face à la nécessité d'augmenter le taux de profit, le droit aux études pour tous, le développement de la culture et de l'esprit critique sont loin de faire le poids. La privatisation de l'université s'inscrit donc dans une logique économique globale qui touche l'ensemble des secteurs de la société, et qui est loin d'être au service des étudiants ou même de la communauté universitaire.

A QUI PROFITE LA LOI SUR L'AUTONOMIE DES UNIVERSITÉS ?

A entendre les défenseurs de la loi LRU (loi sur les libertés et responsabilités des universités) et de la réforme de l'enseignement supérieur en général, les étudiants devraient se réjouir de ce changement radical qui va enfin leur permettre de sortir de l'université avec la possibilité de trouver un emploi. Selon eux, le rapprochement tant attendu de l'université et des entreprises résoudrait une fois pour toutes le problème du chômage. Discours séduisant, il est vrai, mais on ne peut plus faux. Ici, nos chers dirigeants sélectionnent volontairement le fait avéré que les étudiants seront formés au besoin des entreprises mécènes ou associées, et l'hypothèse beaucoup moins sûre que tous les étudiants sortant de l'université y trouveront un emploi. On se demande en effet par quel procédé la sélection grandissante s'opérant à l'université cesserait subitement à l'entrée de l'entreprise ! Au contraire, cette sélection des élèves et étudiants dans le système éducatif n'est autre qu'un avant goût, qu'une esquisse de la mise en concurrence des « produits » de l'université.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, faire des étudiants les produits finis de « l'entreprise universitaires », formatés au besoin d'une entreprise et pas d'une autre. « *Ce qui compte, finalement, c'est ce qui va sortir de nos universités comme étudiants. Est-ce que ce sera des étudiants qui seront davantage en phase avec les besoins de l'économie ?* », disait Patrick Devedjian, secrétaire général délégué de l'UMP...

L'objectif est donc on ne peut plus clair, adapter la formation aux exigences des patrons, et non pas permettre aux étudiants de trouver plus facilement un emploi.

LA PRIVATISATION DE L'UNIVERSITÉ, UN DES MAILLONS D'UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE GLOBALE.

En mars 2000, les chefs d'Etats européens s'étaient fixés pour objectifs de faire de l'Union Européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde d'ici à 2010 ». Les différentes lois et réformes de l'ensei-

gnement supérieur sont directement liées à ce qu'on appelle la stratégie de Lisbonne définie alors. « Mobiliser les cerveaux européens : permettre aux universités de profiter pleinement à la stratégie de Lisbonne. » Ce titre d'un document de la Commission Européenne publié en 2005 en témoigne. Dans ce contexte, il est clair que l'objectif premier est bien de faire plus de profit, et il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre que ces bénéfices ne profiteront pas aux masses travailleuses mais bien aux patrons, ceux-là mêmes qui définissent ces lois.

La stratégie de Lisbonne définit aussi des objectifs chiffrés, porter le taux d'emploi à 70% d'ici à 2010. Pour cela, il faut frapper au-delà de l'enseignement supérieur, et faire en sorte d'attirer plus de gens au travail, c'est l'origine de tout le discours autour de la réhabilitation de la valeur travail porté par la droite comme par la gauche. Ainsi, réforme de l'assurance chômage, réforme de l'assurance maladie, augmentation de la productivité au détriment des conditions de travail, réforme des retraites, flexibilité et attaques du code du travail, précarité, toutes les régressions sociales sont coordonnées autour de cette stratégie de Lisbonne.

Qu'en conclure ? Qu'il ne faut pas concevoir les réformes de l'enseignement supérieur comme des mesures isolées et spécifiques au monde étudiant. La loi LRU et toute la restructuration de l'enseignement supérieur sont partie prenante d'une logique voulant augmenter les profits des entreprises, une logique capitaliste.

LA PRIVATISATION : UN PROCESSUS. La loi LRU s'inscrit donc dans le contexte plus large de la stratégie de Lisbonne, c'est-à-dire dans une logique économique globale. De même, le système éducatif ne se réduit pas à l'université ! Celle-ci en est le sommet, mais il faut aussi prendre en compte la base de l'édifice. Certains seraient tentés de croire que cette loi représente un changement radical, un tournant décisif dans le fonctionnement de l'université. C'est la loi LRU qui ouvrirait l'ère de la sélection à l'université, de l'absence de démocratie en son sein... pourtant si l'on sait que la sélection à l'université est une loi tacite depuis bien longtemps, il est vrai aussi qu'elle ne commence pas dans l'enseignement supérieur. En effet, l'étudiant issu d'un milieu défavorisé a déjà bravé les multiples tentatives de détournement vers les filières professionnalisantes. Dès le collège en classe de 5ème les élèves se voient déjà « proposer » de rejoindre un CAP, en 5ème un BEP, et ce bien sûr, toujours pour leur permettre de trouver un emploi plus facilement... En fait, il n'en est rien. L'objectif est bien pour le système éducatif de contribuer à la reproduction des classes sociales. Les enfants d'ouvriers doivent aller grossir les rangs de la main d'œuvre bon marché et exploitée à outrance, les enfants de cadres doivent suivre le chemin de leurs parents. Pas question de capacités scolaires de ce point de vue.

Cet objectif ne date pas d'hier n'est pas le seul pour le système éducatif sous le capitalisme. Il s'agit aussi de faire de la connaissance une marchandise à part entière, un marché exploitable à sa juste mesure. Le droit au savoir pour tous et le développement du patrimoine universel de l'humanité qu'est la culture ne trouvent pas leur place dans ce processus. Il s'agit pour faire fructifier au maximum les profits des patrons de privatiser l'université.

Cette privatisation ne s'ouvre pas par la loi LRU, et ne se clos pas non plus par elle. Il s'agit d'un processus d'envergure, dont les enjeux sont immenses et pour lequel la bourgeoisie compte bien prendre son temps pour le faire dans les meilleures conditions pour elle. La loi LMD ECTS en fait partie intégrante, mais la loi Devaquet de 1986 voulait aussi en être un jalon. Pour *Le Point*, « le texte présenté par Valérie Pécresse le 4 juillet dernier en conseil des ministres ressemble à s'y méprendre au projet de loi Devaquet de 1986 ».

De même, il faut rappeler que cette loi est le préalable à cinq autres grands chantiers sur l'université : vie étudiante, immobilier, campus universitaires, statuts des jeunes enseignants chercheurs, carrières des personnels.

Nous sommes bien engagés dans un vaste processus dont il faut saisir les enjeux et prendre la mesure.

Bulletin n° 19, octobre 2007, de l'Association Générale des Etudiants de Nanterre (AGEN)

Les résistances à l'exploitation sont en hausse

Officiellement, le nombre de Journées Individuelles Non Travaillées (JINT) – dérive du langage pour ne pas employer le mot honni « grève » – ne s'intéresse qu'aux grèves de plus de deux jours. Ce thermomètre officiel permettrait d'évaluer ce que les mêmes mesureurs appellent la « conflictualité » autrement dit le rapport de forces. Ils évaluent ainsi qu'elle aurait diminué de 2001 (248 114 JINT) à 2004 (195 425 JINT). D'où la conclusion que – sans évoquer pourquoi – les travailleurs ne bougent pas malgré les pressions sur les conditions de travail et de vie et que s'expliquerait ainsi la chute libre des adhésions et influences syndicales.

Une autre étude officielle d'un service du Ministère du Travail – mais pas du tout médiatisée –, reprise par le Centre d'Etudes de l'Emploi, apporte un tout autre son de cloche en ajoutant aux chiffres ci-dessus, les grèves de moins de deux jours, les débrayages, les grèves perlées, les grèves du zèle, les manifestations, les pétitions, l'absentéisme,...

Cette étude contredit totalement les données officialisées et souligne au contraire que la « conflictualité » a augmenté. Elle parle de conflits « complexes et sourds » et souligne qu'ils traduisent « une forme de désaveu des syndicats qui raccordent ensuite le mouvement pour le canaliser ». Lorsque pour de multiples raisons (peur du licenciement, peur du chômage, ruptures de solidarités suite à l'éclatement des unités de travail, parcellisation et iso-

lement des postes de travail,...) il devient difficile de faire grève, la lutte de classe prend des formes qui, pour être moins visibles, sont tout aussi efficaces dans leur incidence sur la productivité, clé de la compétition capitaliste et de l'extraction de la plus-value, donc du profit. Même dans les conditions les plus dures de l'exploitation du travail, la lutte de classe existe et prend des formes indirectes. Les possibilités et l'ampleur de telles formes de lutte de classe dépendent bien sûr de la structure de l'organisation de la production et de l'appareil de production (notamment de l'utilisation de machines).

Mais même ces formes de lutte peuvent avoir une limite : des armées de sociologues et de DRH s'emploient à les traquer et à les réprimer. Les émeutes des travailleurs au Bangladesh, les grèves sauvages en Egypte, en Chine et ailleurs, les manifestations présentes en Birmanie montrent que **lorsque sont atteintes les limites des résistances à l'exploitation quotidienne, le seul recours devient la grève sauvage et l'émeute** dans une attaque qui, bien que surgissant des conditions d'exploitation, est non seulement une attaque contre le régime politique qui impose ces conditions mais aussi une attaque, bien que non formulée comme cela, contre le système capitaliste même.

Dans Echanges et mouvement octobre 2007

(BP 241 75866 Paris cedex 18)

A la manifestation parisienne du 20 novembre 2007



Allemagne

LES CHEMINOTS EN GREVE POUR 31% !

Préavis de grève sur toutes les lignes de la Deutsche Bahn dès le 14 novembre. Ayant vaincu l'interdiction de la justice, les conducteurs sont prêts. Les 8 000 conducteurs sont affiliés au GDL (un des plus anciens syndicats allemands, fondé en 1867).

Les autres syndicats, et le reste du personnel, ont obtenu une augmentation de 4,5%, GDL exige, lui, 31%. Pour comprendre cela, il faut savoir que le nouvel employeur, depuis la privatisation partielle en 1994, a baissé les salaires de 28% ! Le GDL promet de paralyser le réseau pour arriver à cet objectif. Il a pour cela quelques arguments. Par exemple, la Deutsche Bahn, en cours de privatisation, a rarement dégagé autant de bénéfices. Tandis que les travailleurs d'Allemagne ont vu leur pouvoir d'achat baisser.

L'opinion publique pencherait plutôt pour les cheminots : «Les gens réalisent que les patrons gagnent des sommes énormes et que les entreprises dégagent de hauts profits (...) Ils pensent qu'il est temps que cela porte ses fruits et ne pas toujours être ceux qui se sacrifient» dira un professeur de science économique de Francfort.

C'est eux qui le disent !

ADIEU 1945 ! RACCROCHONS NOTRE PAYS AU MONDE !

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme (...) A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes du 04/10/2007, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !

(...) Ce programme est un compromis qui a permis que la France ne devienne pas une démocratie populaire (...) Ce compromis (...) se traduit par la création des caisses de Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif et la consécration des grandes entreprises françaises qui viennent d'être nationalisées, le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraite, etc.

Cette «architecture» (...) est à l'évidence complètement dépassée, inefficace, datée. Elle ne permet plus à notre pays de s'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales, internationales...

Denis Kessler (n°2 du MEDEF), Extraits de Challenges du 04/10/2007

Chômage

Conférence sur l'emploi... flexible et précaire

Le Medef a proposé en octobre une refonte complète du système d'assurance chômage. Il demande la création d'un régime de base d'indemnisation du chômage «ouvert à tous les demandeurs d'emploi et financé par la solidarité nationale», (comme le RMI et l'ASS), donc par l'impôt, auquel s'ajouterait un régime d'assurance obligatoire prélevé sur le salaire, comparable aux Assedic.

«MODERNISER» LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Ce que propose le Medef est en phase avec le projet de la ministre de l'Emploi, Christine Lagarde, qui permet au patronat de payer moins, de faire prendre en charge par l'Etat une partie de ses charges et de durcir d'autre part les conditions d'indemnisation.

Avec ces propositions le patronat donne sa cohérence à son projet de modernisation du marché du travail, à laquelle il travaille avec les directions syndicales jusqu'en décembre 2007.

CHÔMEURS = FRAUDEURS

Le 6 septembre, Nicolas Sarkozy, en déplacement en Alsace, annonçait son intention de «lancer un gigantesque plan contre la fraude aux allocations-chômage», estimant anormal qu'un demandeur d'emploi puisse refuser une offre sous payée et précaire. C'est faire l'amalgame entre la fraude et le refus d'accepter un emploi.

Il n'est pas le premier à mener ce type de campagne visant à culpabiliser le chômeur, à le désigner comme seul responsable de sa situation. Citons la ministre PS, Martine Aubry, du gouvernement Jospin au début des années 1990 et tout récemment Jean-Louis Borloo, en janvier 2005, alors ministre de l'Emploi, à travers sa loi dite de «cohésion sociale».

ATTENTION DANGER : FLEXISÉCURITÉ !

Les associations de chômeurs terminaient leur meeting du 25 octobre 2007 par une «Déclaration finale» qui disait entre autre :

«Nous exigeons la mise en place d'un statut de vie sociale et professionnelle pour tous (salariés, précaires, stagiaires, salariés privés d'emploi, primo-demandeurs d'emploi, temps partiels imposés, paysans, travailleurs indépendants...) garantissant dans tous les cas le maintien d'un revenu individuel décent ayant au minimum pour référence le SMIC revalorisé, et la continuité des droits sociaux afférents (formation librement choisie, retraite, progression de carrière), le droit à un emploi, à un logement décent, la possibilité pour tout travailleur en temps partiel qui le souhaite de passer à temps plein...»

Quatre semaines de blabla pour redécouvrir l'essentiel des propositions patronales: flexibiliser les CDI et en faciliter la rupture, créer un nouveau contrat de travail précaire dit de mission et, durant les périodes de chômage, limiter l'assurance complémentaire aux plus «employables».

On retrouve dans cette déclaration une sorte de revendication de «sécurisation du parcours professionnel» (pratiqué dans certains pays d'Europe du Nord sous le nom de Flexi-sécurité). Une sorte d'assurance (qui se rapproche du «revenu garanti») qui protégerait les chômeurs et les démunis, qui ne peut que susciter la sympathie. Le projet de flexi-sécurité a été repris par toutes les directions syndicales réformistes et par... Sarkozy lui-même.

Le gouvernement Fillon intègre «ce statut de vie sociale et professionnelle» dans une vision globale de l'exploitation ultra-flexible, ultra-précaire, dans l'objectif du Contrat de Travail Unique pour les actifs (la disparition du CDI) et du Revenu Social d'Activité pour les chômeurs (avec obligation de travail). S'intégrer dans cette perspective c'est tomber dans le piège où veut nous entraîner le gouvernement et tous les réformistes syndicaux ou politiques.

Il n'est pas possible de rêver d'un capitalisme sécurisé, humain et protecteur. Sarkozy et son gouvernement, en phase avec le grand patronat (lire l'encart de Denis Kessler), ne sont en rien des rêveurs. Ils veulent une refonte globale des règles de l'exploitation et du consensus établi depuis l'après-guerre. Il faudrait s'adapter à un monde flexible, mondialisé, où la guerre économique est de plus en plus acérée, et où les formes d'exploitation (le «marché du travail») anciennes sont dépassées et bloquent même les restructurations nécessaires pour le capital.

Mais après un mois d'octobre combatif et un mois de novembre, et peut être un hiver, qui s'annoncent très «chauds» rien ne dit que patronat, gouvernement et Sarkozy l'emporteront.

Quelle que soit l'issue de ces luttes, elles auront au moins le mérite de révéler qui sont les amis ou les ennemis des travailleurs. D'orienter la lutte politique à mener contre les représentants de la grande bourgeoisie que sont les Fillon, Sarkozy, etc...



GOODYEAR-DUNLOP MODERNISER ?

«Moderniser l'outil de production, est la seule solution pour rester compétitif» disait la direction. Les salariés ont rejeté, à l'invitation de la section CGT, le projet patronal de réorganisation du travail lors d'un référendum le 20 octobre. Le projet proposait le passage au 4x8, un système de rotation de quatre équipes, contre cinq actuellement, qui tourneraient sur huit jours. L'instauration des 4x8 ferait passer les équipes du week-end aux 55 heures au lieu de 28 et entraînerait la suppression de 450 emplois sur trois ans, sans licenciement. Travailler plus flexible, pour licencier plus ! Voilà la nouvelle «modernité».

DRONES A SAINT-DENIS

Ces engins militaires* sont des sortes d'avion sans pilote. Ils servent à la surveillance des zones de combat mais aussi aux attaques ciblées. Les grands utilisateurs de drones sont les Etats-Unis (Irak, Afghanistan) et Israël (Palestine, Liban). Deux pays qui mènent ouvertement une politique coloniale. La police va être dotée de ces engins et ils vont d'abord être déployés... en Seine-Saint-Denis! Pourtant, un peu de surveillance du conseil d'administration d'EADS ou des patrons du Medef genre Gauthier-Sauvagnac, ça ne serait pas du luxe!

Pendant les «émeutes» de novembre 2005, nous avions déjà eu droit aux hélicoptères à basse altitude. Maintenant les drones! La population «civile» (tout le monde sauf les politiciens professionnels, les flics, les militaires, les patrons et les gros actionnaires) est considérée comme ennemie par nos dirigeants. C'est clair : il y a la classe des possédants, qui ont des drones, et la classe des exploités, que les drones surveillent. Ils nous mènent la guerre de classe !

* www.20minutes.fr/article/186650/France-Des-engins-volants-bientôt-dans-les-rangs-de-la-police.php

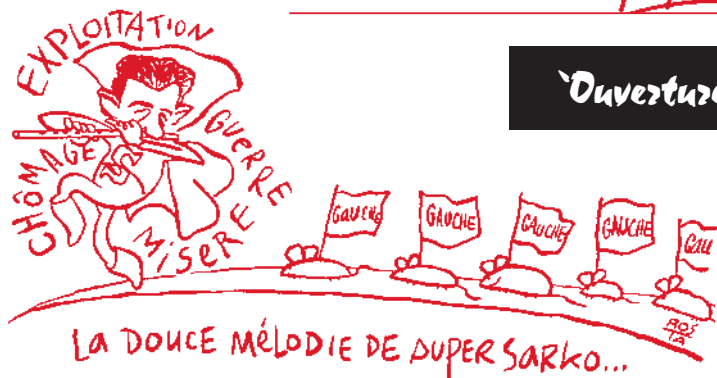
LISBONNE 200 000 MANIFESTANTS !

Plus de 200 000 personnes ont manifesté à Lisbonne, en marge d'un sommet européen, pour une Europe sociale et contre le modèle de flexisécurité visant à concilier flexibilité et sécurité de l'emploi au sein des entreprises, que souhaite favoriser Bruxelles.

Selon un document de la Confédération générale des travailleurs (CGTP), rendu public pendant la manifestation, la flexisécurité augmenterait la précarité, faciliterait les licenciements, aboutirait à une réduction des salaires et à la limitation du

rôle des syndicats. «Nous n'acceptons pas ce modèle. Le Portugal est très différent du Danemark. Il faudrait déjà qu'il y ait une sécurité de l'emploi pour qu'on puisse parler de flexibilité», a affirmé à l'AFP un des manifestants. Nous sommes contre la flexisécurité, contre le flexi-travail et contre les flexi-licenciements! Apprenons à bien prononcer ce gros mot pour mieux nous défendre», a lancé un des organisateurs à la foule qui marchait vers le pavillon Atlantique, à Lisbonne, où étaient réunis les chefs d'Etat et de gouvernement européens. (d'après l'AFP)





'Ouverture'

La Gauche est au gouvernement !

Fadela Amara, Martin Hirsch, Jean-Marie Bocquel, Bernard Kouchner, sans compter ceux qui, comme BSK et Jacques Attali, siègent dans des commissions d'étude, des instances internationales... Ce ne sont plus quelques lâcheurs sans principes, c'est un événement politique ! La Gauche est présente dans le gouvernement. Comment est-ce possible ?

Les mêmes qui, pendant des mois, ont dit tout le mal qu'ils pouvaient du ministre de l'Intérieur candidat, le situant pas très loin de Hitler, du jour au lendemain, parce qu'il a eu 50% des suffrages exprimés, lui servent chaleureusement la main ou lui servent la soupe. Il est légitime ! La démocratie a parlé !

C'EST LA DÉMOCRATIE !

Rappelez-vous, par exemple, la campagne faite auprès des jeunes des banlieues populaires. Se révolter ne suffit pas, il faut voter ! Même type de refrain pour tous les travailleurs : Lutter ne suffit pas, il faut un débouché politique. A la base de la «collaboration» avec Sarkozy, il y a ce démocratismes, cet électoralisme, ce «crétinisme parlementaire» comme disait Lénine. A la base, il y a l'oubli que la démocratie n'est qu'une devanture qui cache la dictature de la bourgeoisie, et que les élections sont faites pour déposséder politiquement les travailleurs, pas pour qu'ils puissent améliorer leur sort, encore moins accéder au pouvoir.

IL N'Y A QU'UNE SEULE POLITIQUE POSSIBLE !

Certains ont dit : Ils ne peuvent pas attendre cinq ou dix ans pour avoir une bonne place : ministre de ceci, président de cela. Non, ce n'est pas le fond du problème. On ne peut pas dire que Fadela Amara ou Martin Hirsch attendaient une bonne place. Le fond du problème, c'est la proximité politique :

Qui a fait la guerre en Irak aux côtés de George Bush père en 1991 ? François Mitterrand. Alors, Bernard Kouchner ne renie pas le PS aujourd'hui !

Qui s'est engagé à retarder l'âge de la retraite au sommet européen de Barcelone en 2000 ? Lionel Jospin.

Qui en a rajouté une couche contre les immigrés avec des circulaires scélérates ? Jean-Pierre Chevènement.

La démocratie n'est qu'une devanture qui cache la dictature de la bourgeoisie, et les élections ne sont faites que pour déposséder politiquement les travailleurs

Et récemment, qui a dit qu'il fallait voter pour elle pour avoir un capitalisme plus «social», pour avouer peu après qu'elle ne croyait pas elle-même à ses promesses électorales d'améliorations pour les travailleurs (Smic à 1500 brut et extension des 35 h) ?

Le fond du problème, c'est que, quelles que soient les lois politiques promises, débattues, votées, les lois économiques s'imposent et sont acceptées, en particulier par le PS. L'électoralisme est la base politique, et le capitalisme la base économique de cette étonnante unité Gauche-Droite.

Accepter le capitalisme comme indépensable conduit aussi... à accepter Sarkozy.

ET L'ALTERNANCE, ALORS ?

Le pouvoir Sarkozy gagne en soutiens, mais il perd en alternance. Depuis 50 ans, le jeu politique est basé sur l'alternance Gauche-Droite. On sort les sortants, ou on vote «un peu moins pire peut-être». Que votera-t-on demain quand Sarko sera usé, quand sa démagogie sera au bout du rouleau ? N'est-ce pas un risque pour la bourgeoisie ?

D'abord ce n'est pas encore le problème. On ne cherche pas à réparer la panne tant que la machine tourne. En l'occurrence, la machine politique actuellement divise les

travailleurs (monter les courageux contre les paresseux, les légaux contre les clandestins, les régimes spéciaux contre le régime général...) et cherche à attirer la petite-bourgeoisie bien-pensante.

Il y a cinquante ans, la base politique petite-bourgeoise de la Droite était rurale. Il y a vingt-cinq ans, l'arrivée de la Gauche au pouvoir a signifié l'arrivée en force de la petite-bourgeoisie urbaine (il n'y avait jamais eu autant d'enseignants au Parlement).

Aujourd'hui, les cartes sont à nouveau redistribuées et Sarkozy a visé délibérément les voix du FN comme celles de la Gauche (51% de votes exprimés des

ouvriers sont allés à Sarkozy contre 48% à Ségolène Royal, mais les «votes exprimés» ne tiennent pas compte des abstentions et des exclus du droit de vote).

CE N'EST PAS LE PS, C'EST LA GAUCHE

Sarkozy a tenté de récupérer Guy Môquet, il embaucherait volontiers Jean-Claude Gayssot ou Marie-George Buffet (à la place de Bernard Laporte) s'ils acceptaient. Car la Gauche, ce n'est pas le PS, comme le laisse entendre souvent la LCR.

«Les plus droitières (le PS, les Chevènementistes) sont souvent dénoncés voire expulsés des mouvements, ou marginalisés. Ce n'est pas encore le cas pour le PCF et les Verts.»

«Le 'Tous ensemble' est marqué aujourd'hui par la confusion des repères politiques et des perspectives... Les partis de gauche ne sont pas identifiés comme des ennemis, mais comme des forces instables, voire des corrompus, en qui l'on n'a pas confiance. Ces partis (PCF compris) sont devenus des partis sociaux-démocrates, des partis anti-ouvriers par leur politique de collaboration avec la bourgeoisie. C'est pourquoi la classe ouvrière, les travailleurs exploités ont besoin de reconstruire un nouveau parti, communiste et révolutionnaire.» (Manifeste politique de VP-Partisan, pages 10 et 16)

MC

Une réunion de rentrée

Comme chaque année, VP a organisé une réunion de «rentrée», un pique-nique quant il fait beau. D'abord, on est content de se retrouver ! Il y a eu la période des vacances, l'élection de Sarko... Il y a des camarades avec qui on ne milite pas dans l'année, d'autres qu'on n'a vu qu'au stage d'été...

«Ça commence !»

Un camarade fait un exposé d'intro : «Nous avons une pluie de lois et de mesures, on en prend plein la tête. C'est une politique globale et cohérente, une politique de classe. Elle vise à restaurer les profits et à gagner des parts de marché pour l'impérialisme français ; c'est le volet économique. Elle vise à casser toute opposition, c'est le volet politique. Elle vise à développer le nationalisme et l'individualisme, c'est son volet idéologique.»

«Face à ce rouleau compresseur, quelles sont les attitudes ? Il y a des luttes qui ne s'arrêtent pas, pour le logement, la liberté d'immigration, pour les salaires, l'emploi. Mais ce n'est pas une riposte politique globale et cohérente. Les partis soi-disant de gauche sont au tapis. Les directions syndicales négocient. Et il y a une sorte d'attentisme des travailleurs. Les militants conscients se demandent en effet comment réagir face à cette situation nouvelle. Déjà, des manifestations sont prévues. Là où il y a oppression, il y a résistance !»

La parole est donnée à «la salle». Et bien que deux parties soient prévues : (La situation avec Sarko, puis qu'est-ce qu'on doit faire aujourd'hui ?), les interventions mélangeront les deux. Chacun intervient avec son expérience, la situation à son boulot, les luttes et les absences de luttes, le contenu des conversations, son analyse personnelle ; et ce tour de table à lui tout seul valait le déplacement !

La grève des travailleurs sans-papiers de Paristore, la lutte contre une annulation du temps de travail, la fin de contrat de CDD, les mal-logés à la rue, les licenciements sans plan social à PSA, les cheminots et les retraites, un militant révolutionnaire viré de son syndicat, la lutte contre le CPE et le mouvement de 1995, etc, etc. Très vite et très naturellement, on est dans la problématique militante.

«Le manque de conscience de lutte de classe fait que chacun est dans son petit individualisme ; on attend d'être directement attaqué pour descendre dans la rue.»

«Ce n'est pas le nombre de luttes et de combattants qui manquent, c'est leur organisation. Qu'est-ce qui reste comme organisation chez les jeunes qui ont lutté, très nombreux, contre le CPE ?»

«Maintenant les syndicats syndiquent les travailleurs sans-papiers, ils ne le faisaient pas avant.»

«Des attaques ne déclenchent pas forcément la lutte, on peut aussi avoir la trouille et reculer.»

«Travailler plus pour gagner quoi ? Rien de tel pour individualiser et détourner de la question des augmentations de salaires.»

«Je ne fais pas confiance aux directions syndicales, j'ai bien peur que nos

régimes spéciaux passent à la casserole et que ce soit un tremplin pour attaquer toutes les retraites.»

«Les vrais mouvements de lutte ne sont jamais déclenchés par les directions syndicales.»

«En 1997-2002, la gauche a fait la même chose.»

«Souvent les syndicats mènent des négociations parallèles, il ne faut pas se faire d'illusion et croire que le syndicat est une institution démocratique. Si vous vous battez pour qu'il soit correct, vous pouvez vous faire virer !»

«Ce n'est pas uniquement en France. La même politique, les mêmes attaques sont menées partout. C'est le capitalisme partout. Par exemple, la flexi-sécurité.»

«Il n'y a plus de PCF sur le lieu de travail, et à la Mairie, il expulse les mal-logés !»

«Le rôle des communistes, c'est de développer une politique ouvrière pour faire progresser la conscience et l'organisation.»

C'est déjà l'heure des conclusions. Un militant de VP synthétise ce qui a été dit.

Il insiste sur cette notion d'avant-garde, car c'est la situation des communistes par rapport aux travailleurs. L'avenir est de notre côté, car le capitalisme est incapable de résoudre ses contradictions.

La boussole, ce sont les intérêts ouvriers. Les travailleurs sans-papiers, par exemple, sont d'abord des travailleurs, une fraction de notre classe. «Défendre la France», c'est mettre les ouvriers à la remorque de la bourgeoisie.

La gauche réformiste est en-dessous de zéro ? Tant mieux ! Il faut nous organiser, et faire le lien entre organisation de masse et organisation politique. C'est la vision d'une autre société qui nous montre où sont réellement les intérêts ouvriers. L'anniversaire de la révolution russe de 1917 nous rappelle une référence, un espoir.

Concrètement, militer dans un syndicat, à RESF, etc, alimenter le blog ouvalactg, écrire au journal Partisan. Mais aussi, discuter les problèmes politiques de fond avec les militants VP.

Une série de manifestations s'annoncent en octobre, allons-y ensemble, nous avons un tract à distribuer.

Un poème est lu, de Kateb Yacine, à propos du 17 octobre 1961, dont c'est bientôt la date anniversaire. Environ trois cents morts, en plein Paris, et le silence, pendant combien d'années... «Peuple français, tu as tout vu, Et maintenant vas-tu parler ?»

Il est rappelé à ce propos que 8 travailleurs algériens ont été tués par la police à Paris aussi le 14 juillet 1953, en marge de la manifestation. Qui le sait ? Qui en a parlé ?

Les discussions se prolongent encore longtemps en petits groupes. Et les gâteaux sont en abondance !

Comment vous dire ?

On sort de là plus forts, plus collectifs, plus clairs dans sa tête !

Militants VP

Là où il y a oppression, il y a résistance. Mao Zedong

Vienne (38)

Harcèlement et répression contre de jeunes militants

Mars 2007, une vitre du local UMP est brisée à Vienne. Juin 2007, le local UMP est incendié à Roussillon.

Alors que rien ne les implique, trois militants viennois, B, J et L dont deux sont membres des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes sont victimes d'un véritable harcèlement de la part de la police et du député-maire de Vienne Jacques Remiller (UMP) pour tout leur mettre sur le dos. Pour l'UMP il s'agit de se débarrasser de jeunes militants trop gênants.

L, encore mineur, est le premier à être inquiété. Il sera interrogé en mai par la police qui ne trouvera rien contre lui. L sera placé en garde à vue, sans que ses parents en soient informés dans un premier temps (alors que la loi le prévoit) et sans que la nourriture apportée ensuite par sa mère ne lui soit transmise.

Subir une telle pression c'est assez pour avouer n'importe quoi. L sera jugé en novembre 2007 pour le bris de la vitre de Vienne. Il doit d'ores et déjà payer 1825 euros pour la vitre.

B fut inquiété à partir du 22 juin, après l'incendie du local de Roussillon, suite à des dénonciations calomnieuses, provenant du fils même du député-maire. Le domicile de ses parents est perquisitionné et la police ne trouve aucun indice. Rien ne permet de l'inculper. C'est donc en août qu'il est de nouveau inquiété et placé en garde à vue, une semaine après L. Du fait qu'il n'y a aucun indice, c'est par la pression psychologique, lors de 25 heures de garde à vue, que la police extorque des aveux sur des délits mineurs, à savoir : un graffiti et de la glu dans une serrure du local UMP.

B a porté plainte pour dénonciations calomnieuses. On ignore ce qu'il adviendra de cette plainte, mais on sait qu'il sera jugé en mars 2008.

J est interrogé lui aussi en août, quasiment par hasard, alors que la police venait interpellé sa sœur qui n'était pas là. Interpellé alors que L est en garde à vue, la police tente de lui faire avouer n'importe quoi en lui disant que L lui a tout mis sur le dos.

Ce qui relie L, B et J c'est qu'ils sont membres du collectif NRV, un collectif militant à Vienne, particulièrement actif.

La police, au service de l'ordre (bourgeois) montre que loin de se soucier du service aux citoyens, elle peut être tout à fait zélée quand il s'agit de nuire à des militants révolutionnaires, en utilisant contre eux le prétexte de délits mineurs.

Les JCML (Rhône) condamnent fermement le véritable harcèlement policier exercé (de manière par ailleurs tout à fait disproportionnée), contre les militant-e-s des NRV

et y voient une tentative de briser toute contestation sur Vienne. Les JCML(Rhône) demandent l'arrêt immédiat de toutes les poursuites à caractère politique contre les membres des NRV, qu'il/elle-s soient ou non aux JCML. Les révolutionnaires ne se laisseront pas faire.

Extraits de l'Etoile Rouge n°9
Journal des Jeunesses communistes
marxistes-léninistes du Rhône
*voir : <http://vienne-en-lutte.over-blog.com>



AUDREY ET CESARI

Audrey et Cesari accusé-e-s d'avoir brûlé le local de l'UMP de Villeurbanne la nuit de l'élection de Sarkozy, ont été condamnés en première instance à un an de prison dont 8 mois avec sursis et 17 000 euros de dommages et intérêts. Dès le lendemain, le 15 juin, le parquet fait appel.

Le 6 septembre dernier, Audrey et Cesari se présentent à la 4^e cour d'appel de Lyon. Le juge Finidori les condamne à 18 mois de prison dont 9 fermes. Pendant cinq ans, ils sont privés de leurs droits civils et familiaux. Le régime de semi-liberté dont bénéficiait Audrey n'a pas été maintenu. Elle est dans l'obligation de réengager une procédure auprès du juge d'application des peines, ce qui risque de lui faire perdre son emploi.

Face à la sauvage répression qui s'abat sur ceux-celles qui se révoltent contre la brutalité du système, nous exprimons notre solidarité pleine et entière avec les camarades prisonnières et prisonniers.

'NOS REVOLTES SONT SOEURS
ET COÛNE EN NOUS LE MÊME SANG'

PÉTITION

EOCML-VP-Partisan a signé cette pétition

“ NON AU MACCARTHYISME MODERNE : LE COMMUNISME N'EST PAS UN DÉLIT !

Nous demandons un procès équitable pour les trois militants du (nouveau)Parti Communiste Italien : Angelo D'Arcangeli (étudiant de l'université de Paris 8), Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel !

Le (nouveau)PCI est un parti persécuté en Italie : depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui, sept enquêtes ont été menées dans ce pays pour « association subversive ». Chacune s'est achevée par un non lieu, après de nombreuses perquisitions, saisies du matériel, arrestations préventives et des campagnes de pressions déni-grantes... Le vrai objectif de ces enquêtes est de gêner l'activité du parti.

Des militants de ce parti ont été obligés de quitter le territoire italien et d'utiliser de faux papiers pour chercher à contourner la répression menée par les Autorités de ce pays.

Durant l'année 2003, le juge Thiel a ouvert une enquête, sur la demande des Autorités Italiennes, contre trois militants du (nouveau)PCI qui se trouvaient en France : Angelo D'Arcangeli (étudiant de l'Université de Paris 8), Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel.

Le 6 avril 2007 a eu lieu à Paris leur procès. Le juge Anne-Marie Beaugion (chambre 16/2 du tribunal de Paris) a condamné ces trois militants du (nouveau)PCI.

Les peines sont démesurées par rapport au chef d'accusation : « Association de malfaiteurs pour la fabrication et l'utilisation de faux papiers ». En France, pour toute personne ayant un casier vierge, comme c'est le cas pour ces trois militants, cette accusation donne généralement lieu à une condamnation de six mois avec sursis.

Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel ont été condamnés à la peine maximale pour ce chef d'accusation : cinq ans (trois fermes et deux avec sursis) ainsi qu'une interdiction à vie d'être présent sur le territoire français, une fois la peine purgée.

Le juge n'a pas pris en compte que leur casier judiciaire vierge, ainsi que l'« état de nécessité » pour l'utilisation de faux papiers du fait de la persécution politique conduite par les Autorités Italiennes contre le (nouveau)PCI.

Angelo D'Arcangeli a été condamné à deux ans (un ferme et un de sursis). Il n'avait aucune implication dans la fabrication et l'utilisation des faux papiers. Sa condamnation est un mystère.

Le 21 et 22 novembre il y aura l'audience d'appel à la X^e chambre section B de la Cour d'appel de Paris (métré Cité). Le 21 novembre l'audience aura lieu à 9h00 ; le 22 novembre à 13h30.

**Nous demandons un procès équitable pour ces militants !
Le pouvoir judiciaire doit conserver son indépendance face au pouvoir exécutif !
Non à la constitution de «l'Union répressive Européenne» !
Défendons nos droits politiques !**

Comité d'Aide aux Prisonniers du (nouveau)PCI-Paris
e-mail : cap-npci-paris@voila.fr — site : cap-npci.ardspace.com

LIBÉREZ TALIBE KEBE !

Mercredi 31 octobre, une fois encore au cours d'un trop banal contrôle d'identité, notre camarade délégué du CSP-Montreuil Talibe Kebe a été arrêté en gare de Bordeaux et placé au centre de rétention. Il subit ainsi la même injustice que Miloud Agar, camarade du CSP 59, qui a fini expulsé le 6 novembre par bateau au départ de Marseille vers l'Algérie.

LIBÉREZ-LE !

Il va à la préfecture de Bobigny déposer son dossier. Ce matin, comme des centaines d'autres, il attend depuis des heures l'ouverture du service des étrangers. Carte de séjour ou pas, tous doivent passer par là, subir le même rite d'humiliation, la même violence, le même rappel de sa condition d'étranger.

Ensuite, il y a les guichets où on trouve toujours un prétexte pour faire revenir le lendemain, faire attendre des mois, des années, maintenir dans l'illégalité...

CONTRÔLE D'IDENTITÉ. Tous les jours, ces contrôles se répètent dans la rue, dans les gares, dans les foyers. Souvent discrets, deux trois policiers postés ici ou là. Un harcèlement qui ne veut pas dire son nom,

qui cherche à paraître autre que ce qu'il est vraiment. Personne n'est dupe. Une opération organisée à grande échelle par l'Etat contre une certaine catégorie de la population, cela s'appelle une rafle : ici permanente et diffuse.

Il passe devant le JLD (juge des libertés et de la détention). Cette impression si banale que le juge n'est là que pour valider une décision de police. La loi, disent-ils. Ces lois réécrites tous les deux ans qui fragilisent toujours plus les populations étrangères, fabriquent des sans-papiers, précarisent le statut des étrangers en France (remise en cause de la carte de dix ans, du regroupement familial, du droit d'asile) – un apartheid inscrit dans la loi.

LA LOI, DISENT-ILS. Il est mis en rétention. Des milliers de personnes sont enfermées dans les centres de rétention. Ces lieux où l'on ne veut pas dire leur nom, qui se cachent dans les sous-sols des commissariats, dans les zones industrielles, aux abords des aéroports, au milieu des bois... On nous parle de l'amélioration des conditions de détention, d'espace pour enfants... Mais il s'agit bien de camps dans lesquels on est enfermé et aucun aménagement d'aucun type n'enlèvera à ces lieux leur violence. Violence de lieux que les pays européens n'ont jamais

cessé de construire pour gérer les populations étrangères. 25 000 expulsions cette année – on le répète tous les jours à la télé, il faut remplir le quota. Les préfets doivent exécuter leur basse besogne sans mot dire, comme ils l'ont toujours fait. On ne compte plus les rendez-vous pièges à la préfecture, les flics qui se font passer pour le conseiller d'orientation pour donner un faux RDV aux parents, les ANPE à qui on demande de fournir les cartes de résidence aux préfectures, les banques et les postes qui balancent.

La traque aux sans-papiers est permanente, la peur aussi... La peur c'est un mode de gouvernement par lequel on oblige des milliers de gens à bosser, à accepter n'importe quel travail, pour n'importe quel salaire, dans n'importe quelle condition.

Résistons, donnons corps et consistance au mouvement qui se profile...

**• Alors libérez Kebe et tous ses camarades.
• Fermons tous les camps de rétention
• Exigeons la libre circulation et l'égalité complète en droit.
• Convergeons vers un but commun : abattre le gouvernement Sarkozy-Fillon**

Interview

De retour de la 9^e Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes

PARTISAN : TU REVENS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE (ICIMPO EN ANGLAIS). COMMENT ÇA S'EST PASSÉ ?

Patrick : Bien, dans une ambiance chaleureuse, mais en même temps trop peu de temps malgré la préparation : assemblées plénières de tous les partis ; entretiens bilatéraux avec les camarades d'Allemagne, d'Inde, etc. Sans compter les séances en soirée pour rédiger les résolutions, la rédaction des amendements, les traductions ou la préparation de la «Nuit de la Solidarité», fête avec chants, danses, poèmes de tous les pays... J'allais oublier la vaisselle pour aider l'équipe technique.

LA COMPOSITION DE LA CONFÉRENCE A-T-ELLE CHANGÉ PAR RAPPORT À LA FOIS PRÉCÉDENTE ?

Une augmentation : 25 organisations ou partis étaient présents à cette conférence : huit d'Asie, huit d'Europe, six d'Amérique latine, deux d'Afrique et une des USA. Donc moins de présents qu'à la 8^e conférence (il y en avait 29), mais 10 autres organisations avaient préparé la conférence sans pouvoir y venir. Les camarades du Ranjbaran, Iran, étaient présents pour la première fois.

DE QUOI AVEZ-VOUS DISCUTÉ ?

Trois thèmes de débat ayant donné lieu à trois résolutions ; puis il y a été proposé trois déclarations de solidarité. Nous avons aussi parlé de collaboration pratique entre organisations (mais il n'y a pas eu là de déclaration) : il a été rappelé que les relations militantes dans les groupes monopolistes devaient s'intensifier face aux restructurations, aux licenciements comme à Airbus, comme au moment des luttes à PSA-Aulnay, pour participer au Conseil des travailleurs de l'automobile en Allemagne ou comme lorsque les dockers européens à Strasbourg ont fait reculer patronat et commission de Bruxelles. C'est ce qu'il faut développer, c'est évidemment la base matérielle de nos activités politiques communes.

LES RÉOLUTIONS NE SE RÉPÈTENT-ELLES PAS D'UNE FOIS SUR L'AUTRE ?

Un peu bien sûr, car entre deux conférences, la situation politique ne change pas radicalement. Deux résolutions en

parlent : «Le développement économique et politique du système impérialiste mondial» et «La lutte de la classe ouvrière internationale, les luttes anti-impérialistes des peuples et la construction des partis marxistes-léninistes».

Elles débutent par le sujet le plus brûlant pour le mouvement communiste actuel : la restauration du capitalisme en URSS et en Chine, ses conséquences sur la combativité des éléments les plus conscients du prolétariat dans tous les pays et sur une question importante : Est-ce que l'impérialisme, au stade actuel de son évolution – dite «mondialisation» –, a devant lui la possibilité de se développer tranquillement ? Ou bien, malgré son hégémonie actuelle, est-il est miné par ses contradictions, incapable de concilier les intérêts du capital financier avec ceux des prolétaires, avec ceux des peuples du monde, comme les réformistes en affirment la possibilité, incapable de mettre fin à la misère des ouvriers et des paysans ainsi qu'aux guerres, etc...? Ces dernières années, la croissance économique s'est maintenue, mais en général, la vie des classes exploitées a plutôt empiré. Par ailleurs de nombreux signes annonciauteurs de crise mondiale apparaissent.

L'impérialisme nord-américain, la puissance dominante actuelle, échoue en Irak et en Afghanistan et ses plans d'hégémonie en Amérique latine sont plus difficiles à réaliser. Les impérialismes européens ont à faire face à une contestation plus vive qu'auparavant qui prend de plus en plus une forme internationale – ouvriers de l'automobile, d'Airbus ou bien rejet du traité constitutionnel européen. Autre rival impérialiste des USA, la Chine qui voit le développement d'une lutte de classe de grande ampleur en son sein.

La conférence affirme qu'avec la prise de conscience des faiblesses de la première vague de révolutions prolétariennes viendra, si nous y travaillons, la prise de conscience encore plus partagée qu'il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie et aller vers le socialisme véritable, vers une société sans classe. Elle a noté «l'écart important entre l'aggravation des contradictions de classe et l'état subjectif de la conscience de classe prolétarienne». Elle a pointé pour tous les révolutionnaires «l'obligation de participer aux mouvements de masse existants afin de leur donner une orientation révolutionnaire» en «affrontant l'influence... (des réformistes, révisionnistes et trotskistes) dans les larges masses». Elle a rappelé que la question du pouvoir ne peut pas être résolue

par la voie pacifique ou électorale, «mais qu'il faut briser la violence réactionnaire exercée par l'appareil d'Etat des classes dominantes par la lutte armée révolutionnaire de masses». Ce n'est pas nouveau, mais il est bon de s'en souvenir.

Une journée a été consacrée, pour la première fois, à étudier comment nous pouvions renforcer la coopération internationale entre nous, que ce soit au sein de la classe ouvrière dans les grands groupes monopolistes ou bien dans la construction de nouveaux partis marxistes-léninistes. De ce point de vue, la conférence a indiqué des priorités : soutien à la construction de partis communistes en Afrique (2 pays seulement sont représentés) et en Europe de l'Est (où se multiplient les contacts facilités par l'ouverture des frontières et les investissements industriels).

A QUOI SERT LA CONFÉRENCE ?

C'est un lieu d'échange d'expériences, pour confronter les analyses et discuter de la situation dans chaque pays, des difficultés, sans ingérence dans la politique de chaque organisation ou parti, c'est tout à fait nécessaire. Mais aujourd'hui avec les divers types d'affrontement que connaît l'humanité, il est extrêmement urgent d'avancer, d'unifier notre compréhension du monde. Pas pour comprendre le monde de façon académique, mais pour faire face aux bouleversements provoqués par la nouvelle organisation de la production internationale et faire progresser l'unité du prolétariat révolutionnaire et des peuples opprimés du monde.

Voilà présentés très rapidement, quelques aspects de la 9^e Conférence. Notre organisation étudie les résolutions et fera des commentaires plus précis, que nous publierons prochainement.

Rappelons l'adresse du site de la Conférence Internationale, où l'on peut lire les résolutions et autres déclarations : www.icimpo.de et son adresse électronique : int.co@t-online.de

Pour la traduction des résolutions en français écrivez-vous à notre boîte postale.



SE PRÉPARER AU PIRE

Nous sommes alerté-e-s par la surenchère des va-t-en-guerre aux USA et Europe et par l'escalade guerrière au Proche et au Moyen Orient ;

Nous sommes conscient-e-s de l'implication de la France et de l'Europe dans les crises de cette région ;

Nous sommes inquiet-e-s des conséquences meurtrières des politiques qui y sont menées ainsi que des conséquences sur l'ensemble de la planète de la poursuite et de l'extension de ces politiques de guerre et de domination ;

Nous lançons un appel à toutes et tous, aux associations, mouvements, organisations politiques et syndicales, collectifs d'artistes, groupes et individus ;

Afin de construire ensemble, sans attendre, un large mouvement d'opposition à la guerre et aux politiques guerrières.

EN FRANCE ET EN EUROPE, OPPOSONS-NOUS AUX LOGIQUES DE GUERRE

1 • Contre toute participation de la France aux politiques d'agression et de guerre ; Contre l'alignement de la politique française sur les politiques d'hégémonie des Etats-Unis et sur la politique coloniale israélienne.

2 • Contre les menaces d'extension de la guerre à l'Iran, à la Syrie, au Liban ou ailleurs. Pour une paix juste dans l'ensemble de la région, pour la fin des occupations en Palestine, en Irak, en Afghanistan.

3 • Contre toutes les politiques du chaos, de la guerre et du colonialisme au Moyen-Orient ; contre la logique de la guerre des civilisations et pour le respect entier et impartial du droit international.

Solidaires de toutes celles et tous ceux qui combattent pour la justice, la démocratie et les droits humains, nous refusons que leur cause soit utilisée comme prétexte pour justifier les politiques de guerre et d'agression. Les bombes et les bottes des armées d'occupation sont des obstacles à tout progrès dans le combat pour les droits des peuples, pour la justice et pour la paix

À partir de ce socle commun, nous invitons à venir construire ensemble ce mouvement. Il se veut le plus large possible, il n'est la propriété de personne et doit permettre à chacune et à chacun de se l'approprier.

Nous contacter : stoplaguerre@gmail.com



JEAN JAURÈS ANTISÉMITES ET COLONIALISTE ?

La campagne électorale présidentielle en France a été le théâtre d'épisodes apparemment cocasses comme la permutation des discours assignés sur la base de présupposés à Royal et à Sarkozy. Ainsi, quand Sarkozy invoqua des héros de la «gauche» comme Jaurès et Blum, Royal se permit de titiller ou de briser quelques «tabous ou progrès social de gauche» comme la semaine de travail des 35 heures ou la carte scolaire. Avant d'être embarqué dans cette querelle hystérique entre le PS et l'UMP sur l'héritage de ces deux hommes, il serait plus indiqué de savoir d'abord qui sont Jaurès et Blum. Pour ce faire, rien de plus simple et plus objectif que de leur donner la parole à eux-mêmes.



Monument aux morts de 14/18 dans la commune de Gentioux, dans le Limousin. Un des seuls monuments anti-militaristes.

ANTISÉMITES ? Dans l'article «La question juive en Algérie» du 1^{er} mai 1895, publié dans *La Dépêche*, grand quotidien de gauche de Toulouse, Jean Jaurès déclara : «Dans les villes, ce qui exaspère le gros de la population française contre les Juifs, c'est que, par l'usure, par l'infatigable activité commerciale et par l'abus des influences politiques, ils accaparent peu à peu la fortune, le commerce, les emplois lucratifs, les fonctions administratives, la puissance publique. (...) En France, l'influence politique des Juifs est énorme mais elle est, si je puis dire, indirecte. Elle ne s'exerce pas par la puissance du nombre, mais par la puissance de l'argent. Ils tiennent une grande partie de la presse, les grandes institutions financières, et, quand ils n'ont pu agir sur les électeurs, ils agissent sur les élus. Ici, ils ont, en plus d'un point, la double force de l'argent et du nombre.» (1)

A propos des juifs, (Jaurès a alors 58 ans ; il n'est pas un jeune écrivain), il n'y a pas que l'Algérie :

«Nous savons bien que la race juive, concentrée, passionnée, subtile, toujours dévorée par une sorte de fièvre du gain quand ce n'est pas par la force du prophétisme, nous savons bien qu'elle manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corset, d'extorsion.» (2)

A la lecture de tels propos, on peut avancer, sans trop de risques, que Jaurès traîna avec lui au moins des relents antisémites. Bien qu'il eût joué un rôle important dans la lutte pour soutenir le capitaine Dreyfus victime d'un retentissant complot antisémite à la fin du 19^e siècle en France sous le fallacieux prétexte d'intelligence avec «l'ennemi». Jaurès se démarqua de plusieurs de ses congénères de «gauche» et fustigea fort justement un antisémitisme qui se déploya sous le masque d'un prétendu anticapitalisme. C'est d'ailleurs dans cette lutte que Jaurès fit la connaissance de Blum.

COLONIALISTE ? [Un] Discours pour l'Alliance française, Albi, 1884 :

«... Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. Nous pouvons dire à ces peuples, sans les tromper, que jamais nous n'avons fait de mal à leurs frères volontairement : que les premiers nous avons étendu aux hommes de couleur la liberté des Blancs, et abolî l'esclavage [...], que là enfin où la France est établie, on l'aime, que là où elle n'a fait que passer,

on la regrette; que partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante; que là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés»

«... L'Alliance a bien raison de songer avant tout à la diffusion de notre langue : nos colonies ne seront françaises d'intelligence et de cœur que quand elle comprendront un peu le français. (...) Pour la France surtout, la langue est l'instrument nécessaire de la colonisation. (...) Il faut que les écoles françaises multipliées, où nous appellerons l'indigène, viennent au secours des colons français, dans leur œuvre difficile de conquête morale et d'as-

similation. (...) Sur un million de Kabyles et d'Arabes, un centième à peine est passé dans nos écoles qui sont trop rares ; le reste nous ignore tout à fait et n'est français que par la conquête. Or quelle doit être notre

ambition ? Que les Arabes et les kabyles, commandés par des officiers français, servent à la garde et à la police de l'Algérie, de telle sorte qu'une bonne partie de l'armée d'Afrique puisse en cas de péril aller à une autre frontière : qu'ils entrent peu à peu dans nos mœurs politiques et participent à l'administration de rares affaires, enfin qu'ils deviennent le plus possible des producteurs. Mais si nous n'enseignons pas le français aux plus intelligents d'entre eux, comment pourrions-nous les subordonner à nos officiers (...) ?»

«La première règle pratique, c'est de veiller constamment à ce que les compétitions coloniales des divers peuples ne puissent jamais aboutir entre eux à la guerre. Il faudra pour cela que les socialistes aient le courage, chacun dans sa nation, de blâmer les prétentions excessives. Les socialistes n'y pourront réussir et ne pourront même s'y employer sérieusement qu'en suivant de très près, et pour ainsi dire au jour le jour, le mouvement colonial.

La deuxième règle, pour les socialistes de tous les pays, sera de demander pour les peuples vaincus ou les races soumises de l'Asie, de l'Amérique, de l'Afrique le traitement le plus humain, le maximum de garanties. Qu'il s'agisse des Hindous dominés par l'Angleterre, des Arabes dominés par la France ou des races africaines que se disputent et se partagent tous les peuples de l'Europe, c'est le devoir des socialistes de prendre, dans le Parlement de chaque pays, l'initiative des propositions humaines ou des protestations nécessaires. Cette action socialiste se produira, en chaque pays, avec d'autant plus de force et d'autorité qu'elle sera universelle et universellement probée, et que nul ne pourra y soupçonner un piège.

Enfin, il me semble que les socialistes devraient avoir comme troisième règle de marquer de plus en plus d'un caractère international les principales forces économiques que se disputent avidement les peuples. Il est visible par exemple, à l'heure actuelle, que tous les peuples européens cheminent vers les sources du Nil, parce que la

possession du haut Nil et des grands lacs africains donne la maîtrise de l'Égypte et de tout le développement africain : c'est là le secret de tous les efforts, publics ou cachés, de toutes les combinaisons, loyales ou perfides, des peuples européens en Afrique, depuis dix ans surtout ; et il est possible que ces rivalités, en s'exaspérant, aboutissent à la guerre. Pourquoi un système de garanties internationales n'assurerait-il pas le libre passage du Nil, de la source à la mer, à toutes les activités, comme on a fait déjà pour le Danube et pour le canal de Suez ?» (3)

Une exaltation du nationalisme et une apologie du colonialisme ne pouvaient être aussi claires. Là n'est pas le plus dangereux. Le plus dangereux chez Jaurès est le contenu insidieux frelaté et vicieux de son pacifisme béant qui est la négation de toute attitude antimilitariste d'opposition à la guerre de rapine et de repartage du monde. Car Jaurès ne condamna pas la guerre en se fondant sur l'intérêt bien compris des peuples, mais sur ses craintes que les peuples opprimés pourraient en profiter pour se révolter victorieusement contre cette domination. Aucun doute n'est plus permis : même s'il n'avait pas été assassiné en 1914, Jaurès n'aurait jamais appelé, comme ses amis socialistes, les soldats à retourner les armes contre «leurs» gouvernements brigands et fauteurs de guerre. C'était pourtant une des résolutions de la Deuxième Internationale signée deux ans auparavant par ces mêmes sinistres et cyniques messieurs, en 1912, à Bâle, en Suisse.

Nick427

LA «FRANCE» OU L'INTERNATIONALISME ?

Le Parti du Crétinisme chauvin Français (PCF) n'est nullement glorieux dans cette affaire car son chef Maurice Thorez débita des inepties chauvines du genre «Union avec la France du Front Populaire» ou bien «La nation algérienne en formation» donc pas encore prête pour l'indépendance ! La direction du P-C-F est plus que complice.

Si les inspirateurs de la «gauche» actuelle sont capables de tels «exploits», il serait légitime de se poser au moins des questions sur elle. Il ne s'agit pas de stigmatiser le passé a été défendu par des individus «archaïques», «ringards», «irréalistes» et à contre-courant au risque de leur vie. Le contexte serait une excuse trop facile et trop commode. Ainsi en est-il des êtres considérables comme la communarde Louise Michel, le communiste Eugène Varlin et plus récemment les «porteurs de valises» contre la guerre coloniale en Algérie, etc. Ce sont des êtres libres qui peuvent regarder le miroir de l'histoire sans honte. Une mention spéciale devrait

être accordée à une légende vivante comme Marek Edelman seul survivant de la direction du soulèvement du ghetto juif de Varsovie en 1943 dont il fut le commandant en second. Il vit toujours à Lodz en Pologne. Il hante toujours la conscience des criminels sionistes au pouvoir en Israël.

Ces valeureux exemples montrent le chemin à suivre face au faux dilemme entre les «intégristes de la République» d'une part, «les indigènes de la République» d'autre part. Les premiers exaltent l'universalisme d'une France impérialiste inspirées par les «Lumières» en général ténébreuses. Leur apologie des «valeurs républicaines» est anecdotique et voire tragique face au délitement avancé du modèle qui est censé en être le support. Ce dit modèle prend l'eau de toutes parts en développant fortement des ségrégations cumulées à la fois sociales, géographiques et ethniques dans les ghettos où habitent beaucoup de descendants d'esclaves ou de colonisés.

Les seconds occultent l'aspect social et se focalisent essentiellement sur les discriminations ethniques et géographiques pour utiliser la grande masse des victimes comme tremplin pour être cooptés dans les «élites françaises» plus racistes et plus hermétiques en terme de «diversité» dans leur formation que par rapport aux pays anglo-saxons.

(1) cité par Michel Winock, La France et les Juifs, Ed. Seuil, 2004 ; (2) Discours de Jaurès au Tivoli en 1898, cité par B. Poignant, *Ouest-France*, 15 décembre 2005 ; (3) Article de Jaurès, paru en 1896 dans *La petite République*. Cité par Raoul Girardet, Le nationalisme français, Ed. Seuil, 1985.

Sources : www.contreculture.org/AG%20Jaur%20E8s http://fr.wikipedia.org/wiki/L%3A9on_Blum

Une rapeuse de classe

KENY ARKANA : JE NE SUIS PAS POUR LA RÉVOLTE MAIS POUR LA REVOLUTION

Portée par le titre la Rage, Keny Arkana a sorti l'album Entre ciment et belle étoile. Un brûlot issu de l'école du «rap conscient». À l'image de l'univers contestataire de la rapeuse Keny Arkana et de ses lyrics revendicatifs qui

dénoncent la «violence du système».

DANS LA RAGE, VOUS DITES : «C'EST TOUT CE QUI NOUS RESTE»...

KENY ARKANA. Dans mon esprit, la rage n'est pas quelque chose de négatif. Cela n'a rien à voir avec la haine qui a quelque chose d'autodestructeur, d'inerte, où cha-

cun se recroqueville. La rage, c'est rendre la colère positive. C'est un moteur. Je parle autant de moi, de mes frères, des gens des quartiers que de ceux qui vivent dans le tiers-monde...

VOUS CHANTEZ : «QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR SE METTRE DEBOUT ?» UN APPEL ?

Je ne suis pas pour la révolte, mais pour la révolution. C'est ce qui combat l'inertie dans laquelle nous vivons. Aujourd'hui, les puissants sont contents de voir le peuple aussi inerte et robotisé. Je suis pour une prise de conscience...

VOUS FAITES PARTIE D'UN COLLECTIF ALTERNOM-DIALISTE QUI S'APPELE LA RAGE DU PEUPLE...

«Alternomdialiste», ce n'est pas antimondialiste. J'aimerais qu'on utilise uniquement le mot «alter» dans le sens où nous sommes pour des alternatives. On est pour une autre organisation mondiale, pour des échanges mondiaux plus équitables. On n'est pas «contre» mais «pour» quelque chose d'autre. On n'est pas là pour des petites réformes, mais pour essayer de trouver des idées alternatives afin d'organiser autrement les choses...

Extrait d'un entretien paru dans L'Humanité

ALBUM : ENTRE CIMENT ET BELLE ÉTOILE, BECAUSE MUSIC
WEB : www.keny-arkana.com



Plus d'un siècle a passé, Gustave Courbet ne fait plus peur à la bourgeoisie. Elle peut le «récupérer» et lui consacrer une grande rétrospective. De son vivant, elle a méprisé le peintre, calomnié le socialiste proudhonien, condamné le communard. Courbet était des nôtres, du côté des travailleurs. Dans une brochure* que nous avons diffusé il y a quelques années, on pouvait lire :

« Le rôle (du peintre) n'est-il pas de présenter à la classe dominante un noble ou gracieux visage, (...) et plus encore d'écarter de ses toiles ces gens déformés par le travail et la misère, ces travailleurs dont la «laideur» est une offense et un reproche ? Comme le dira Thiers, un des serviteurs les plus zélés de la bourgeoisie : «Je ne puis comprendre qu'un artiste puisse être républicain. Ce n'est pas votre monde» (C'est le même Thiers qui télégraphiera aux préfets après la sanglante répression de mai 1871 : «Le sol est jonché de leurs cadavres. Ce spectacle affreux leur servira de leçon.»*)

Eh oui ! N'est-il point une convention tacite entre le peintre et son modèle, entre l'artiste et le public qui le paie et le loue ? N'est-il point convenu de jeter un voile

puisque sur la réalité sociale, de taire l'oppression et l'exploitation et de distraire la bonne société à coups de «bibelots d'innocence sonore» ou de satires spirituelles, mais de bon ton, c'est-à-dire ne remettant pas en cause les bases mêmes de la structure sociale ?

(...) C'est précisément cette tacite loi du silence que n'appliqua point Gustave Courbet. Et c'est précisément sa volonté de peindre la réalité, toute la réalité, qui déclencha contre lui la haine et l'injure, une haine de classe, une injure de classe.»

* Courbet et les critiques de son temps. 1,50 euro.

** Il s'agit ici de la répression contre la Commune de Paris. On lira d'ailleurs avec intérêt notre brochure : Au nom du peuple, la Commune est proclamée ! A notre boîte postale pour 1,5 euro.

Les prisons de la misère

de Loïc Wacquant*, aux éditions Raisons d'Agir, 1999

Dénonciation des «violences urbaines», quadrillage intensifié des quartiers dits sensibles, répression accrue de la délinquance des jeunes et harcèlement des sans-abri, couvre-feu et «tolérance zéro», gonflement continu de la population carcérale, surveillance punitive des allocataires d'aides : partout en Europe se fait sentir la tentation de s'ap-

puyer sur les institutions policières et pénitentiaires pour juguler les désordres engendrés par le chômage de masse, l'imposition du salariat précaire et le rétrécissement de la protection sociale. Le basculement de l'Etat-providence à l'Etat-pénitentiaire annonce l'avènement d'un nouveau gouvernement de la misère maniant la main invisible du marché du travail déqualifié et déréglé au poing de fer d'un

appareil pénal intrusif et omniprésent. Les Etats-Unis ont clairement opté pour la criminalisation de la misère comme complément de la généralisation de l'insécurité salariale et sociale...

L'Europe suivra-t-elle la même voie ?

* Loïc Wacquant est professeur de sociologie à l'Université de Californie, Berkeley. Outre de nombreux articles, il a publié, avec Pierre Bourdieu, Réponses. Pour une anthropologie réflexive, Seuil, 1992.

BD : PAROLES SANS PAPIERS

En pleine actualité (chasse aux sans papiers, nouvelles lois sur l'immigration...), Les éditions Delcourt proposent à neuf auteurs (Mattotti, Sfar, Gipi, Jourvay, Pedrosa, Kokor, Bruno, F. Peeters et Alfred) de mettre en bande dessinée neuf témoignages de sans papiers, neuf histoires d'immigration clandestine et de vie sans identité.

Au péril de leur vie, Joao, Raissa, Rosalie, Brahim, Osmane et les autres, venus des quatre coins du monde, nous racontent comment ils sont arrivés à la situation qui est la leur aujourd'hui, après avoir immigré clandestinement pour diverses raisons, et n'avoir pas pu être régularisés.

Paroles sans papiers, Editions Delcourt - 14,95 euros

Endormi parce qu'il a oublié Partisan à la maison...

ABONNEZ-VOUS À Partisan

CARTES POSTALES

«RÉVOLUTION RUSSE»



1917 • 2007

90^E

ANNIVERSAIRE

1917 • 2007

1 CARTE = 1 E • LA SÉRIE DE 12 = 10 E À COMMANDER À NOTRE BOÎTE POSTALE

Révolution russe de 1917

Le 3 novembre dernier, a eu lieu une réunion publique pour le 90^e anniversaire de la révolution d'octobre 1917. Cette réunion se faisait à l'initiative du Comité National pour l'unification du mouvement communiste en France (CNU). Invités par les organisateurs, nous avons fait l'intervention suivante :

Porter les acquis d'Octobre dans notre pratique

Commémorer un événement comme la révolution d'octobre doit d'abord nous servir dans les batailles

politiques aujourd'hui. On porte les acquis d'octobre 17 qui nous sont utiles dans notre politique.

PARTI D'AVANT-GARDE. Je ne vais pas reprendre tout ce qui a été dit sur ce qu'a apporté cette révolution à la théorie révolutionnaire. Par exemple, le rôle

indispensable du Parti d'avant-garde. Par exemple la nécessité de la violence révolutionnaire. Je soulignerai seulement que, sur ces points, nous bataillons à contre-courant parmi les travailleurs. On vit dans une ambiance anarcho-syndicaliste dans la classe ouvrière. Il y a une forte résistance au fait de s'organiser politiquement. Octobre 17 montre cette nécessité du parti.

gouvernement provisoire d'après février 1917. Nous pouvons aujourd'hui nous en inspirer. La bourgeoisie française cherche à enrôler les masses dans sa bataille avec ses concurrents impérialistes. Nous lui opposons le défaitisme révolutionnaire dans la guerre économique. Il n'y a pas de conciliation possible entre le drapeau rouge des ouvriers et le drapeau tricolore de la bourgeoisie.

durablement sur une transformation du rapport des ouvriers avec la politique et l'économie. L'Etat prolétarien ne s'est pas ouvert aux prolétaires. Lénine, sur la fin de sa vie, s'en est inquiété. Il considérait que l'Etat construit après octobre 17 était un mélange de survivances du passé.

Je n'irai pas plus loin car le cadre donné par les organisateurs a mis ce sujet en dehors du champ du meeting. Mais il est nécessaire de progresser aujourd'hui sur cette compréhension. La moindre discussion politique avec des ouvriers débouche là-dessus. Ils reconnaissent assez facilement qu'on peut renverser la bourgeoisie. Malgré sa puissance. Et ça c'est un acquis d'octobre 17, à un niveau de masse. Le problème, c'est qu'ils ne croient pas que cela puisse déboucher ensuite sur une société qui émancipe les ouvriers.

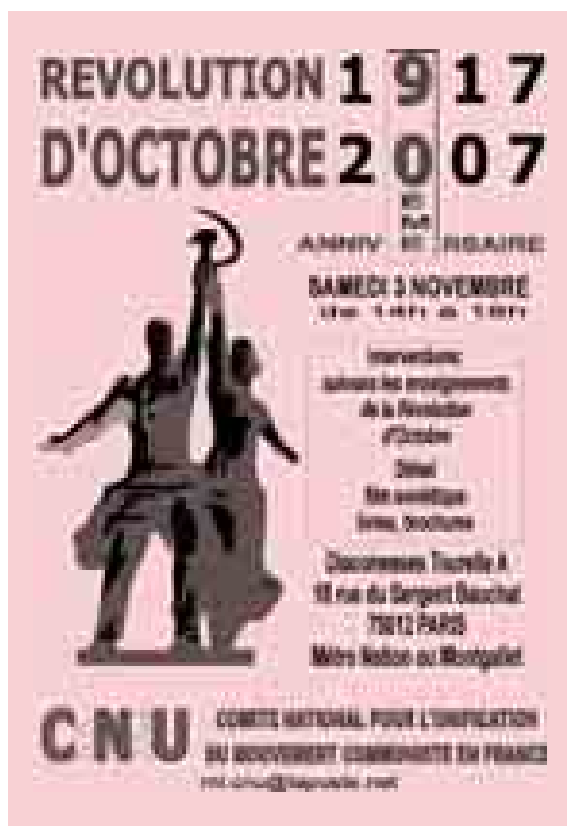
APPRENDRE DES ÉCHECS C'EST CREUSER CETTE QUESTION. Construire un programme sur ce que devront être les rapports entre parti d'avant-garde, Etat prolétarien et masses. C'est dans cette direction qu'il nous faut élaborer.

PAREIL SUR LA VIOLENCE. La bourgeoisie stigmatise comme terroriste ce qui s'oppose vraiment à elle. Venant de la bourgeoisie ce n'est pas un problème. Le problème c'est l'influence de ces idées parmi les travailleurs et le poids du pacifisme. Octobre 17 montre le rôle de la violence et la nécessité de l'insurrection.

MENER LA POLÉMIQUE. Je vais par contre développer un troisième acquis d'octobre 17, c'est la nécessité de la polémique politique. Le caractère d'avant-garde du parti n'a pu exister que parce qu'il y a eu lutte politique intense avant. Et là aussi on est à contre-courant. Les travailleurs n'aiment pas la polémique entre groupes. Il la voit comme cause d'affaiblissement, de division des forces. Ce qu'on répond c'est «Pas de parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire». Et l'orientation qui a gagné en octobre 17, elle s'est construite pendant des années dans la bataille contre tous les opportunistes : celui des Socialistes-Révolutionnaires ou des Mencheviks en Russie ; celui de Kautsky et de la social-démocratie allemande. Dans la dernière période, la bataille s'est menée contre le chauvinisme pendant la guerre. Le camarade de l'URCF a rappelé l'objectif du parti bolchevik : transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Mais le mot d'ordre c'était aussi le défaitisme par rapport à sa bourgeoisie. Cela a occasionné une bataille contre les positions chauvines de la II^e Internationale et a préparé les conditions politiques de la lutte contre le

LA LUTTE POLITIQUE EST AUSSI QUELQUE CHOSE D'INTERNE AUX COMMUNISTES. Quand Lénine rentre en Russie au printemps 1917, il trouve une direction attentiste qui en est encore aux objectifs démocratiques anti-tsaristes. Il polémiqua et gagne une majorité à un programme de prise de pouvoir prolétarien et à sa réalisation pratique. Là encore c'est le débat sans concession sur les principes qui construit la position juste et pas le consensus, ni le monolithisme.

APPRENDRE DES ÉCHECS. Il ne s'agit pas seulement de s'appuyer sur les acquis, il faut aussi apprendre des échecs. Car la révolution d'octobre n'a pas débouché



★ AGENDA 216

• POUR LA DÉFENSE DE NAÏMA

30 novembre au TGI de Nanterre à 13h30 pour la défense de Naïma étudiante membre de L'AGEN, exclue pour deux ans de sa fac et qui risque désormais 3 ans de prison ferme et 45 000 euros d'amende.

• CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

le 8 décembre, 14 heures Place de la République

• HO CHI MINH À PARIS

Exposition du 13 octobre au 30 décembre 2007 au Musée de l'histoire vivante, 31 bd Théophile Sueur. A travers les archives de la police politique française, l'engagement communiste et anti-colonial de celui qui dirigera la lutte contre la colonisation française en Indochine.

• SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS D'ACTION DIRECTE

Du 17 au 25 novembre, exposition vente en solidarité avec les militants d'Action Directe. Dessins, collages, peintures, livres, ... Espace Louise Michel, 42 ter rue des Cascades, Paris 20e

• FILMS

- Les LIP, l'imagination au pouvoir, de Christian Rouaud. Une des plus importantes grèves ouvrières de l'après 68 dans l'usine Horlogère LIP à Besançon.
- Le dos au mur, une grève tenace et pleine d'initiatives à l'usine Alsthom de Saint-Ouen (93), en 1979. Dispo en DVD aux éditions Scope.
- La question humaine réalisée par Nicolas Klotz. Le réalisateur a voulu montrer «le monde des riches, celui des cadres de la machine libérale la plus performante.»

• EXPO COURBET

• Gustave Courbet au Grand Palais à Paris
Jusqu'au 28 janvier 2008. Peintre réaliste, artiste majeur du XIX^e siècle, membre de la Commune de 1871

PARTISAN SUR LE NET →

vp-partisan.org

PARTISAN CONTACT →

contact@vp-partisan.org

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Sommaire 216

ÉDITO UNE BATAILLE DANS LA GUERRE DES CLASSES	2
EUROPE NON À L'EUROPE-SARKO !	3
IMMIGRATION DROIT AU SÉJOUR · MANUELS VALS...	4
UNIVERSITÉS UN CHANTIER AU SERVICE DU CAPITALISME	5
EMPLOI · CHÔMAGE CONFÉRENCE SUR L'EMPLOI... FLEXIBLE ET PRÉCAIRE	6
'OUVERTURE' LA GAUCHE EST AU GOUVERNEMENT	7
RÉPRESSION NPCI · TALIBE KEBE · RÉPRESSION À VIENNE	8
INTERNATIONAL 9^e CONFÉRENCE ICMLPO	9
HISTOIRE JAURÈS, ANTISÉMITES ET COLONIALISTES ?	10
CULTURE GUSTAVE COURBET · KENNY ARKANA ·	11

Parution du numéro 217 en janvier 2008. Date limite pour envoyer vos articles : avant le 10 janvier